



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Transports et Mobilité - Tramway ligne 5 - Enquête publique parcellaire - Secteur Nord - Complément à la délibération n°M2019-82 du 21 février 2019

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par arrêté n°2013-I-1656 en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Laverune / Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole, puis par arrêté n°2018-I-638 du 13 juin 2018, Monsieur Préfet a prorogé la Déclaration d'Utilité Publique pour 5 ans soit jusqu'au 27 août 2023.

Par délibération n°M2019-82 du 21 février 2019, le Conseil a approuvé le dossier d'enquête parcellaire ; sollicité Monsieur Préfet de l'Hérault, pour obtenir l'ouverture de l'enquête parcellaire ; requis à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté de cessibilité.

Compte tenu de l'ampleur de l'opération, de la nécessité de réaliser les travaux dans les délais les plus courts afin de minimiser les impacts vis-à-vis des riverains, du fonctionnement des services publics et de la gestion du tissu urbain, il convient, en outre, d'autoriser Monsieur le Président à recourir à la procédure d'urgence, régie notamment par les dispositions des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation, à l'occasion de la demande d'arrêté de cessibilité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à solliciter l'urgence dans le cadre de la demande d'arrêté de cessibilité ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93190-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.